

ÉCO-PAS-LOGIQUE

Yeah !
Faut k'ça
chauffe !



On se moque de nous ! Des quantités incroyables de déchets hospitaliers sont délaissées près de l'usine d'incinération d'Igtherm à Baie-Mahault.

On parle de 600 tonnes de déchets accumulés et laissés à l'air libre. Igtherm était une usine d'incinération « Dasri » (Déchets d'activité de soins à risques infectieux). Lors des incinérations des milliers d'éléments nocifs s'évaporaient dans l'air. Les fumées continuaient de sortir des cheminées malgré l'interdiction d'incinérer ! L'entreprise brûlait ou stockait les déchets tels quels, c'est-à-dire sans aucun traitement. Pire, pendant ce temps l'usine continuait à recevoir des déchets qu'elle était incapable de traiter.

Conséquences

Elle refusait de se mettre aux normes malgré d'importantes subventions reçues des collectivités. Quelles sont les conséquences ? Le massacre de la mangrove par les incendies, la pollution et la menace de maladies pour les voisins. Des éléments comme la dioxine, une substance cancérigène, très toxique. Imaginez le truc ! Des seringues usées, des poches de sang, des médicaments laissés sans traitement des années sur le sol. Aujourd'hui le traitement de ces déchets est pris en main par l'État. Il paraît que 1,2 à 1,5 millions seront déboursés. Qui va payer cette négligence ? Ben oui, comme d'habitude, le contribuable ! Ensuite, les mêmes viendront nous dire « essayer vos gouttières ! », « jetez vos barils d'eau », etc. *Yo pa ka respèkté pawol a yo ! I ja lè pou sa fin !*

QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement.

L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'auto-destruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Ce journal est le tien !

Écris-le, lis-le, vends-le !

Contact : kontest@wanadoo.fr

06 90 62 79 25

06 90 73 48 93

VIENS DÉBATTRE AVEC LES REBELLES

**TUNISIE, ÉGYPTTE,
LYBIE... POURQUOI ÇA
NOUS CONCERNE**

Jeudi 24 mars 2011

**Fac de Fouillole à partir de 18h
Préfabriqués côté sciences.**

REBELLE !

N° 30 - 2 mars 2011

0,30 €

SOMMAIRE

Fouillole
Porto Rico
St Claude
Pays arabes
Haïti, etc.

ON VEUT LA
FAC
SANS



AFTER STRIKE !

L'après-grève au lycée est tendu...

Le 24 février, les élèves du lycée Ducharmoy à St-Claude ont mené une grève. Désolé de ne pas pouvoir vous donner plus de détails là-dessus, je suis étudiant à l'UAG de St-Claude et je n'ai pas pu avoir plus d'infos. Une chose est à remarquer, le lendemain, debout au garde à vous devant le lycée, on pouvait voir une dizaine de policiers, prêts comme à leur habitude à faire ce pour quoi ils sont payés : la répression.

On pouvait les voir avec leur grand air demander aux parents d'élèves leurs papiers de véhicules ou encore pousser les élèves à rentrer dans l'établissement par intimidation.

MaxiM



On a besoin de sous !

Cher lecteur, tu as peut-être déjà vu les rebelles devant ton lycée ou ta fac, prenant la parole un jour de grève. Ou bien tu as déjà défilé avec nous...

Pour faire tout ça, il faut un mégaphone. Combien ça coûte ? 450€.

En février, nous avons commencé à collecter de l'argent pour en acheter un.

Grâce à la générosité de nos lecteurs, nous avons déjà 135€.

Nous continuons à faire appel à votre solidarité, en payant chaque journal un peu plus de 30c, pour que la jeunesse rebelle s'exprime librement.



135 €

450 €

Riches contre pauvres dans le monde arabe

UN PARTOUT, LA BALLE AU CENTRE

Des millions de jeunes, de pauvres et de travailleurs arabes sont en lutte depuis le début de l'année. En Tunisie, en Égypte, ils ont fait tomber leurs dictateurs... Et après ?



Les États américains et français, qui protègent les intérêts de leurs multinationales, ont soutenu ces régimes. Ils ont aujourd'hui très peur, même s'ils font semblant de soutenir les mouvements. Dans le même temps, le dictateur tunisien Ben Ali a été remplacé par des membres de son parti, et l'Égyptien Moubarak par Mohammed Tantawi – officier surnommé le « caniche de Moubarak » par les soldats.

Révolution

Les révolutions jettent dans l'action des millions de gens qui, la veille, ne s'étaient jamais posés de questions sur la société. Pour eux, l'opposition officielle molle représente le maximum dans le genre radical... Des années de soumission les poussent à s'en remettre « à ceux qui savent » plutôt qu'à eux-mêmes. Et bien sûr, après la chute du dictateur, le député qui a un jour vaguement roulé au parlement a plus de chances d'être connu que le syndicaliste emprisonné.

D'où cette loi des révolutions qui marchent : dans un premier temps, elles mettent au

pouvoir des gens qui n'ont pas d'autre objectif que de préserver l'ancien régime !

C'est ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte. Mais ce n'est pas la fin de l'histoire. Si la minorité qui voit clair dans le jeu des hypocrites parvient à continuer le combat et si la majorité qui est rentrée chez elle perd ses illusions dans les « nouveaux » dirigeants, une nouvelle lutte éclatera.

Grèves

L'histoire montre que ce qui prépare le mieux cette deuxième phase, ce sont les grèves : elles réunissent tout le monde autour de problèmes concrets ; elles frappent le véritable ennemi, les profiteurs, là où ça fait mal (le portefeuille) ; et elles forcent le « nouveau pouvoir » à se démasquer pour les défendre. Or, justement, surtout en Égypte, c'est ce qui se passe. Depuis la chute de Moubarak, des luttes éclatent partout... la plus grande vague de grèves depuis les années 1940. Parions que le mouvement arabe est loin d'être terminé !

René

Grève à l'Université de Porto-Rico

¡ Fuera la policía !

Les étudiants de Porto-Rico ont entamé un mouvement de protestation depuis 70 jours.

Ils protestent contre la réforme du gouverneur Luis Fortuño qui impose aux étudiants une taxe de 800 dollars pour s'inscrire à l'université publique. Le gouvernement veut également réduire les crédits, nécessaires au bon fonctionnement de l'université. L'université (UPR) est répartie sur 11 sites dans le pays, tous sont concernés par cette attaque.

Intimidation

À cause de cette taxe, 10 000 étudiants qui n'ont pas pu payer seront exclus cette année. Selon un étudiant, il y avait environ 70 000 étudiants inscrits à l'UPR, aujourd'hui ils ne sont plus que 40 000. Depuis le début de la grève, le gouvernement et les dirigeants de l'université ont mis sur pied de nombreuses tentatives d'intimidation pour casser le mouvement. Ils ont instauré un règlement qui interdit les réunions étudiantes à l'intérieur de la fac.

¡ Fuera la policía !

Fortuño a envoyé la police matraquer et arrêter des étudiants. C'est la première fois depuis 30 ans que la police remet les pieds à l'intérieur de l'UPR : à cause de la mort d'un étudiant, tué par un policier lors d'une grève, elle n'y allait plus. Suite à cette intervention, des milliers de manifestants - professeurs, étudiants et travailleurs - ont défilé le 11 février, exigeant le départ de la police. Sous la pression, le gouverneur a été obligé de la renvoyer. Le 23 février, les étudiants ont décidé lors d'une AG de bloquer l'entrée de l'université de *Rio Piedras* pour deux jours. Ils réclament la suppression de la taxe de 800\$, plus de fonds pour l'université,



aucune sanction contre ceux qui font la grève, et l'exclusion de la police de l'université. Leur slogan c'est « *fuera la policía* » (la police dehors). Une autre AG est prévue mercredi afin de décider sur le blocage total et général de l'UPR.

Lina

Démocratie en Ayiti ?

Le choix entre plusieurs dictateurs

Depuis quelques mois, en Haïti, on constate un retour des anciens dictateurs... Après Duvalier c'est Aristide, viré en 2004, qui a eu son billet de retour. À qui le tour ? Un autre ancien dictateur, le général Cédras ?

C'est vraiment honteux ! Alors que dans les pays arabes, les gens luttent et meurent pour virer les dictateurs (Ben Ali, Moubarak), en Haïti, la France et les USA font tout pour faire rentrer dans le pays des gens qui ont du sang sur les mains. Ils n'ont sûrement pas de bonnes intentions...

Sony

Bâtiments en ruine à Fouillole

NOU PA KA RANTRÉ « BEYROUTH » ANKÒ !

Quelques heures après l'assemblée générale dénonçant les violences policières (voir p. suivante), des enseignants se mobilisent sur le bâtiment qui s'effondre...

Motivés par la contestation sur la fac et scandalisés par la chute d'un bloc de béton de 500 kg dans la journée, les professeurs décident de ne plus mettre les pieds dans le bâtiment de la recherche, trop dangereux. Lors d'une première AG, ils ont rédigé une lettre ouverte au recteur, menaçant de faire usage de leur droit de retrait à compter du 1^{er} mars. Le lendemain matin, durant une seconde AG, cette lettre a été signée par plus de 80 personnels et étudiants de Sciences, puis envoyée au recteur et remise en mains propres au président de la fac.

Réouverture

L'après-midi, sous la pression de cette semaine de mobilisation (la fac fait la une des



Clôture en droit : 300 000 € pour ça...

médias), le président décide de fermer le bâtiment de la recherche à compter de 19h. Dans l'arrêté, M. Saffache précise que la réouverture des locaux ne pourra intervenir qu'après la visite du Bureau d'Etude Technique et la mise en conformité du bâtiment. Le recteur propose un rendez-vous le 1^{er} mars pour rencontrer les personnels.

Précipitation

La décision précipitée de M. Saffache montre bien qu'il est conscient de la dangerosité du bâtiment. Cependant encore une fois il fait preuve de mépris envers la communauté universitaire en sommant une évacuation du bâtiment en 2h30 de temps sans mettre des locaux temporaires à notre disposition.

Maintenant à la rue avec notre matériel (manips, ordinateurs...), nous devons continuer la mobilisation et exiger des locaux pour poursuivre nos travaux de recherche.

Raphaël



... rien pour le bâtiment qui s'effondre !

La réaction méprisante de l'administration

Sur le moment les chefs de l'administration n'ont rien fait, laissant leur personnel se faire tabasser par la Bac.

Pourtant, un membre de *Rebelle !* les a alertés immédiatement. Saffache prétend aujourd'hui soutenir les victimes, mais lorsque notre camarade lui a rappelé l'épisode, il a répondu « *je vous ai entendu m'interpeller monsieur, mais vous ne l'avez pas fait de manière officielle donc je n'ai pas réagi.* » Apparemment il lui faut un courrier recommandé avec accusé de réception pour réagir.

Refus de rencontrer les enseignants

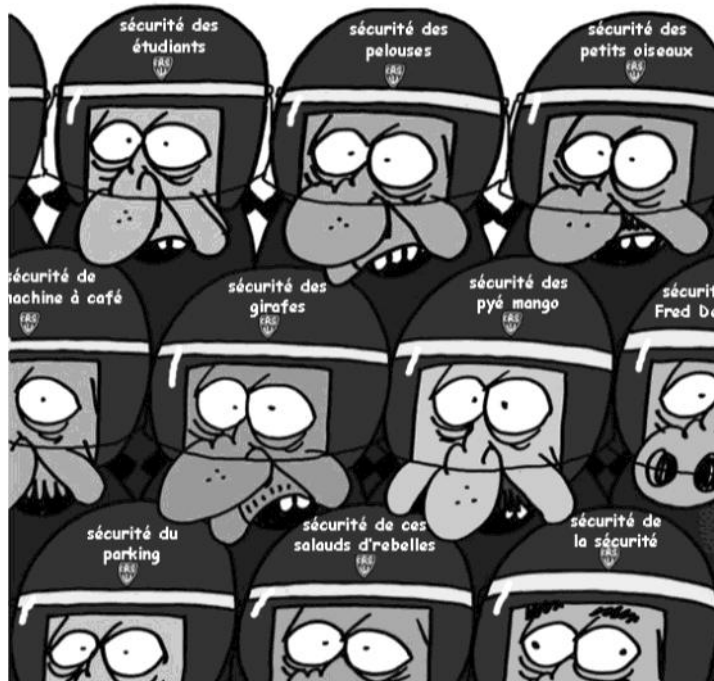
Le lendemain des faits M. Saffache refusait tout rendez-vous pour s'expliquer avec les enseignants victimes, et se contentait de nier sa responsabilité. Ce n'est que cinq jours après, sous la pression de la mobilisation de la communauté universitaire et de la presse, qu'il accepta de s'expliquer dans une assemblée générale.

Les membres de la direction de la fac ont tous eu cette réaction méprisante, comme le bureau de l'université qui « *en appelle au calme et à la mesure, pour que l'ensemble des membres de notre université puisse poursuivre leur mission, à quelque niveau que ce soit, en toute sérénité.* ». Pour résumer, l'administration appelle les victimes de violence policière à la fermer.

Awa nou péké lésé sé mésyé méné diktati a yo si fouyol !

Raphaël

BAC = Brigade anti-contestataires



Rétablissons la vérité sur ce qui s'est passé lors de la visite de la ministre à Fouillole. *Non, a pa nou ki fouté bordèl !* Mais les forces de police venues empêcher la liberté d'expression.

Le 17 février, la ministre de l'Enseignement supérieur Péresse est venue à Fouillole.

Pas pour rencontrer les personnels et les étudiants, qui avaient pourtant distribué des tracts expliquant les nombreux problèmes sur le campus. Péresse venait inaugurer le nouveau bâtiment de TP, faire un sourire devant les caméras, et gober quelques petits fours.

Banderole

Tandis que les rebelles l'attendaient sur l'esplanade, tracts en main, quelques profs ont décidé d'accrocher une banderole demandant plus de moyens pour l'univer-

sité. C'est une habitude sur toutes les facs : lorsque la ministre vient, c'est le moment de se faire entendre !

Jetés à Terre

Mais en Guadeloupe, les autorités n'aiment pas que les gens s'expriment. La Bac est montée dans le bâtiment et a arraché la banderole, en bousculant et jetant à terre les profs.

Les rebelles et les étudiants présents sont intervenus, et ont mis dehors la Bac et pu raccrocher la banderole !

Delphine

NOT IN MY NAME !

Ce slogan des jeunes Américains qui ne voulaient pas que leur pays envahisse l'Irak « en leur nom » pourrait s'appliquer à Fouillole !

Quand nous avons interrogé M. Saffache au sujet de la présence de la Bac sur le campus il nous a répondu : « *Ce n'est pas moi, ce sont les étudiants de Droit qui m'ont demandé la présence permanente de la Bac dans l'université.* » On rappelle que la convention autorisant la Bac sur le campus a été signée 7 mois avant la mobilisation des étudiants de Droit...

Dee, qui a participé à ce mouvement témoigne :

« *Que la vérité soit dite : les étudiants de l'UFR de Droit demandaient la police aux abords de l'UFR jusqu'à l'embauche de vigiles, par mesure de sûreté. Au sortir de la réunion entre le Préfet, le président de l'UAG et les étudiants élus de l'ADEF, on nous assurait que la police serait présente - cette dernière ne resta pas plus de 3 jours sur place - et que les vigiles seraient embauchés rapidement. Clairement, il n'a JAMAIS été mentionné la présence de la BAC.* »

Petit coup de chapeau

La liberté d'expression ayant été bafouée, les maires du Moule et de Pointe-à-Pitre, Mme Carabin et M. Bangou, ont quitté les lieux. Nous saluons leur refus de participer à cette mascarade.

L'équipe *Rebelle !*